



CANICULE : 23 ANS APRES, RIEN N'A CHANGÉ DANS LES HOPITAUX

Souvenez-vous, la canicule de 2003 avait enregistré une augmentation des décès évaluée à 15 000 personnes. Patrick PELLOUX, président de l'Association des urgentistes de France avait lancé un appel de détresse pour que les choses changent.

Cette année, avant une statistique définitive, nous en sommes déjà à près de 8 000 décès supplémentaires. Rien n'a véritablement changé. Au contraire. Pendant toutes ces années, les pouvoirs publics ont supprimé 100 000 lits de plus. Ce qui fait dire à Patrick PELLOUX : « **Pour les équipes, le sentiment d'usure et d'impuissance s'installe** ». Si bien que dès qu'ils en ont la possibilité, les personnels soignants quittent l'hôpital public, engendrant par la même de nouvelles difficultés. .

Du fait de ce manque crucial de lits, les services des urgences sont souvent très encombrés et cela remet en cause la qualité des soins.

Le journal Le Monde du 22 août relate les conséquences extrêmes subies par une patiente du CHU d'Orléans. Elle a dû rester six jours et cinq nuits sur un brancard en attendant un lit d'hospitalisation, qu'elle n'a d'ailleurs pas pu avoir. Ne supportant plus une nuit de plus sur un brancard, elle a signé une décharge pour pouvoir rentrer à la maison, sans avoir reçu tous les soins nécessaires.

Sans aller vers cet extrême, ce genre de situation devient courante aux urgences. Si bien que dans le journal des activités hospitalières, sont comptabilisés chaque matin les « lits brancards estimés » ou LBE. Il s'agit du nombre de lits manquants pour permettre l'hospitalisation des patients qui en ont besoin.

La Direction de la Recherche, des Etudes et des Statistiques a rendu public une étude sur la durée de passage aux Urgences. Cette durée s'est allongée ces dix dernières années, et ceci pour tous les types de soins. En 2023, lors d'un jour **d'activité moyenne**, la moitié des patients ont passé plus de trois heures et dix minutes contre seulement deux heures et quinze minutes en 2013. **Ceci en moyenne**. Par contre, concernant les patients devant être hospitalisés, la moitié de ceux-ci ont attendu plus de dix sept heures trente minutes, soit deux heures quarante minutes de plus qu'en 2013 !

C'est le résultat des politiques menées par nos dirigeants depuis la fin des années 1980. Les conseils d'administration où siégeaient des élus locaux ont été supprimés dans la gestion des hôpitaux publics, laissant toute latitude au Directeur lui-même aux ordres de l'ARS (Agence Régionale de Santé). Avec comme objectif de faire des économies alors que les maladies chroniques explosent touchant de plus en plus les personnes jeunes. Explosent également l'augmentation des grandes fortunes dopées par les dividendes (69 milliards € en 2024).

Depuis la fin des années 1980, la part des richesses produites revenant aux travailleurs (euses) a baissé de près de 10%. Cela représente, chaque année, la somme de 268 Milliards €. C'est autant de pouvoir d'achat perdu au travers des manques de lits, d'investissements dans les services publics, des prestations sociales diminuées, etc. Le bonheur des grandes fortunes fait le malheur de la très grande majorité de la population.

Vous avez certainement subi, vous-mêmes, des conséquences de ces politiques. Nous lançons une enquête sur le sujet. Alors n'oubliez pas de répondre à notre questionnaire.

Puis le 30 octobre prochain, nous allons organiser une conférence sur l'hôpital qu'il nous faut à Lons le Saunier. Ce sera le point de départ d'une action de longue haleine pour aboutir à la réalisation de celui-ci.

Nous vous y attendons et vous demandons de bien vouloir remplir le questionnaire sur l'accès aux soins sur notre secteur de Lons le Saunier.

QUEL HOPITAL POUR LONS LE SAUNIER

Vendredi 30 octobre 2026 à 20h

CARCOM DE LONS LE SAUNIER

ENEZ VOUS EXPRIMER

ACTION SANTE SOLIDARITE

Centre Social

2 Rue de Pavigny

39000 LONS LE SAUNIER

actionsantesolidarite@gmail.com.

www.sante-environnement-jura.fr